Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

34ème congrès du Parti communiste français

Continuer et Renforcer le PCF...

- S'organiser... - 34eme congrès -

Date de mise en ligne : dimanche 30 novembre 2008

Communistes de Vénissieux

La conférence de section confirme les leçons du vote de la base commune. C'est d'abord l'affaiblissement qui est perceptible. Elle a été convoquée sur une base de 150 délégués, 70 de moins qu'au 33eme congrès, pour des raisons logistiques de salle selon la direction fédérale. Mais de fait, la conférence n'a pas atteint 100 participants le vendredi et le samedi, 116 pour le dimanche matin et les votes du texte et des directions, alors qu'elle avait atteint 150 délégués 3 ans avant. Pourtant, les sections de Vénissieux et Saint-fons ont fourni les délégués demandés, et aurait pu mobiliser autant de délégués que la dernière fois. Il y a donc un affaiblissement là ou le parti est peu organisé. Il y a bien urgence à sortir de cette longue période d'atermoiement et d'affirmer le besoin de parti communiste. Le rapport assumait de ne rien dire du bilan d'activité départemental, et annonçait l'attitude générale de la direction refusant tout amendement tirant les leçons du passé recent.

La première soirée a été consacrée à la crise à partir de témoignages demandés à certains camarades. On peut noter que si la discussion a été intéressante, c'est une curieuse organisation de début de congrès ou la liste d'intervention est préparée par la direction sortante ! Jean Chambon apportait de nombreux exemples de mesures patronales contre le salaire et l'emploi, chômages techniques, renvoi des intérimaires, licenciements, et montrait qu'elles n'étaient pas contraintes par le marché mais la traduction d'une stratégie de guerre contre l'emploi et les salaires, profitant de la crise financière pour faire passer un nouveau cap à la transformation conservatrice, anticipant de fait une crise économique et sociale profonde, marquée par une nouvelle et forte baisse des salaires, adaptant l'organisation du travail aux exigences d'un taux d'exploitation toujours à la hausse.

- Serge Truscello montrait que le patronat de l'automobile remettait en cause l'organisation du travail depuis des années et les avait accéléré dès juillet 2008 pour augmenter les marges et les dividendes, avant de prétexter la crise. Il dénonçait l'arrogance de ce patronat qui accumule les profits et se tourne vers les états pour obtenir des subventions. Il notait le mélange de potentiel de refus et de risque d'acceptation chez les salariés, et s'interrogeait sur l'efficacité dans ce contexte de nos propositions. Face à l'arrogance patronale, la proposition d'un pole public bancaire, ou d'une sécurité-emploi-formation ne nous aident pas à faire grandir les résistances. Ne doit-on pas parler des conditions de création de richesse, de nationalisations ? Il annonce la décision de la section de Vénissieux d'une journée de lutte le 17 décembre pour permettre une interpellation forte du monde du travai avec nos nos idées, nos analyses.
- Raphael Thaller apportait ensuite un point de vue marxiste sur la crise, insistant sur la relation étroite entre rendements financiers et exploitation du travail, dénonçant le discours de Sarkozy faisant croire que le capitalisme financier serait extérieur à l'économie réelle, discours populiste tenant d'unir le peuple derrière le capital. Il soulignait que si les grands actionnaires exigeaient 15% de rentabilité, c'est que l'exploitation dans l'économie réelle le leur donnait. Rien d'autre que le travail ne produit du profit et les capitalistes le savent, qui utilisent tous les moyens, y compris répressifs pour « mettre au travail » à leurs conditions. La première des résistances se joue donc sur la défense des salaires, des conditions de travail.
- Marie-Christine Burricand faisait remarquer que si tout le monde partageait ces analyses de la crise, alors il faudrait le traduire dans des décisions politiques départementales, qui ne peuvent se limiter à des rencontres-débats. L'initiative de la section de Vénissieux le 17 Décembre pourrait devenir une décision départementale pour exprimer la colère devant les décisions de chômage des entreprises, la colère des pauvres devant les milliards débloqués pour les riches, pour dire « nous ne paierons pas pour votre crise », avec la perspective de rassemblements, de manifestations à l'initiative du parti communiste.
- L'intervention suivante de Nicole Gay, conseillère régionale, faisait entendre un tout autre point de vue, défendant l'augmentation des impôts décidée par la majorité de gauche à Lyon au nom d'un « budget de lutte » contre l'étranglement des collectivités locales décidées par le gouvernement de droite.

La direction fédérale avait décidé d'une organisation des débats centrés sur les amendements, malgré la demande au conseil départemental d'une organisation permettant l'expression la plus large des communistes. Le résultat était prévisible. Difficile pour un militant non aguerri a ce travail de congrès de prendre la parole en réagissant a un texte qu'il découvre en séance, qui plus est modifié par la discussion. Ce sont donc les militants habituels qui s'expriment sur la plupart des amendements. A quelques occasions, il a été possible d'avoir un débat plus général, sur l'analyse du monde, sur les nationalisations, sur les alliances et le bilan de la gauche plurielle... mais le compte n'y est pas, et

Copyright © Communistes de Vénissieux

la méthode est définitivement à bannir pour une organisation communiste qui ferait de ces congrès les moments principaux de construction de cet « intellectuel collectif » qui faisait la force du PCF « ancien ».

La discussion a cependant conduit à des modifications parfois importantes du texte contre l'avis de la commission des amendements, et a plusieurs reprises à des votes très serrés. Ainsi un nouveau paragraphe présenté par la section de Pierre-Bénite fait un bilan négatif de la gauche plurielle, des alliances de sommet écrivant notamment à propos de la gauche plurielle et des collectifs anti-libéraux *« ces deux échecs doivent nous amener à rompre définitivement avec les stratégies d'alliance au sommet qui amoindrissent notre pleine autonomie de proposition d'expression et d'action et conduisent notre peuple, les communistes et les élus dans des impasses que nous payons très cher »* De même, un amendement de la section universitaire sur le Modem était adopté malgré l'intervention de Michel Laurent tentant de défendre la possibilité de décisions locales. Plusieurs amendements réintroduisent le marxisme dans différentes parties du texte, notamment un long développement sur le capitalisme et la bataille pour le salaire. La direction manoeuvrait le plus souvent en recul, acceptant des amendements refusé par la commission quand leur vote était à l'évidence acquis, mettant au vote des modifications réduisant la portée des amendements proposés. Ainsi, après moultes reformulations proposées, la conférence retenait quand même un amendement faisant écho à l'édification du socialisme en Amérique Latine, le mot « socialisme » faisant visiblement peur à certains. De même en fin de texte, le mot « cellule » que la direction devait finalement accepter, mais en cherchant des formulations plus floues que l'amendement proposé.

Au total, la partie 1 a été votée avec 54 voix contre 38 et 5 abstentions, la partie 2 par 57 voix contre 48 et 9 abstentions, la partie 3 par 66 voix contre 41 et 9 abstentions, et le texte global voté le dimanche matin avec le maximum de délégués par 64 vois contre 46 et 7 abstentions. La conférence a donc voté le texte amendé avec 50 à 55% des délégués seulement, montrant encore une fois que l'orientation proposée n'arrive pas à rassembler largement les communistes. C'est toutefois une situation plus ouverte qu'au 33ème congrès, ou presque aucune modification positive du texte n'avait été possible.

Les discussions sur la direction départementale et la délégation au congrès traduisait cette ouverture. Les candidatures proposées par les sections étaient toutes retenues, reconnaissant la place des sections de Vénissieux et de Saint-Fons, contrairement à 2006. Au final, les votes des textes alternatifs 2 et 3 étaient pris en compte dans la direction proposée. Certes, les sections de Lyon et Vaulx-en-Velin avaient filtré fortement leur délégation et leurs candidatures et les sections de Villeurbanne et Décines n'avaient pas de candidat. Marie-Christine Burricand résumait dans cette situation la décision du réseau communiste du Rhône. Contrairement au congrès précédent, l'opposition à l'orientation de la direction est prise en compte dans la direction proposée, et le texte de congrès affirme clairement l'objectif de continuer et renforcer le parti communiste. Comme le redira André Gerin, des oppositions, des divergences profondes, existent, mais la confrontation des idées a été enfin possible, les communistes peuvent agir ensemble avec plus de clarté sur leurs orientations. C'est d'ailleurs des sections de Lyon et d'Oullins que sont venues deux interventions de jeunes en clôture de la conférence, confirmant que la confrontation continuerait pour renforcer le PCF, la première exprimant notamment la colère des militants lyonnais devant la situation créé par le soutien à la candidature Modem aux 2eme tour des cantonales, la deuxième insistant sur le fait que le vote unanime pour l'élection de la direction n'exprimait aucune satisfaction sur le déroulement des débats ou l'orientation politique proposée.

La conférence pouvait chanter l'internationale avant de rendre hommage à Camille Valin, ancien sénateur, maire de Givors, qui n'hésitait pas à parler du capitalisme, du socialisme et du communisme...

Copyright © Communistes de Vénissieux